



Alors que l'ensemble des pays européens appliquent des plans de rigueur, l'exemple grec montre depuis deux ans que cette politique est désastreuse. Principal artisan de cette politique aux côtés de Papandréou, le ministre social-démocrate des finances vient d'être conforté dans le nouveau gouvernement grec.

Loin d'assainir les comptes publics, les 8 plans d'austérité votés depuis 2010 ont conduit à une augmentation de 25 % de la dette. En asphyxiant la demande et en réduisant les services publics ils ont en effet contracté l'activité avec une récession qui s'est accélérée en 2011 et un chômage qui s'est envolé en passant de 12 à 17 % de la population active.

➡ **Le détail des 8 plans d'austérité grecs**

1e plan, janvier 2010 : objectif : ramener le déficit sous les 3% de PIB d'ici 2012

- hausse des impôts
- gel des embauches dans la fonction publique

2e plan, février 2010 : durcissement du premier plan d'austérité

- gel total du salaire des fonctionnaires
- relèvement de l'âge de départ légal à la retraite
- augmentation des taxes sur les carburants

3e plan, mars 2010

- gel des retraites
- augmentation des taxes (alcool, tabac, essence)

4e plan, mai 2010 : objectif d'une réduction des dépenses publiques de 7% d'ici 2013

- suppression des 13e et 14e mois pour les retraités et salariés du public
- gel des salaires et retraites
- non remplacement de 4 fonctionnaires sur 5
- augmentation de la TVA (de 19 à 23%)
- augmentation des taxes sur les carburants, le tabac et l'alcool
- âge de la retraite unifié à 65 ans ; augmentation progressive de la durée de cotisation (de 37 à 40 ans)

5e plan, avril 2011 : 23 milliards d'économie supplémentaires d'ici 2015

6e plan, juin 2011 : objectif de 28,4 milliards d'économie et 50 milliards de privatisation d'ici 2015

- durcissement des critères pour les allocations sociales et chômage
- réduction des retraites complémentaires
- non remplacement de 9 fonctionnaires sur 5 à partir de 2011
- licenciement des salariés d'organismes publics ou fusionnés devient possible
- privatisations : ports, aéroport, poste, banque, etc.

7e plan, septembre 2011

- taxe spéciale sur la propriété immobilière
- l'Union européenne et le FMI font pressions pour imposer de nouvelles mesures d'austérité avant le déblocage de la 6e tranche de leur aide de 110 milliards d'euros accordée en 2010

8e plan, octobre 2011

- baisse des pensions de retraites
- gel des conventions collectives
- chômage partiel puis licenciement de 30 000 agents publics



Les conséquences pour la dette, de l'activité et du chômage

2

+ 25 % de dette en deux ans :

- fin 2009 dette : **298 milliards d'euro**
1er trimestre 2010 : la dette augmente de 3,7% par rapport au trimestre précédent.
- Mars 2010 dette : **309 milliards d'euros**
2e trimestre 2010 : la dette augmente de 1,4% par rapport au trimestre précédent.
- Juin 2010 dette : **314 milliards d'euros**
1e trimestre 2011 : la dette a augmenté de 9,8% par rapport au premier trimestre 2010.
- Juin 2011 Montant de la dette : **340 milliards d'euros**
- Fin 2011 Montant prévu de dette : **365 milliards d'euros**

Dette 2009 : 127 % PIB

Dette 2010 : 143 % PIB

Dette 2011 : 165 % PIB



la récession accélérée :

2010 PIB : moins 2%

2011 PIB: moins 4,80%



le chômage creusé :

12,6 % en 2010

17,6 % en 2011